

14.4 Investissements internationaux

En 2009, les investissements directs français à l'étranger excèdent les **investissements directs étrangers (IDE)** en France de 63 milliards d'euros, après 67 milliards en 2008. Par rapport à 2008, les flux d'investissements directs français à l'étranger sont en léger repli (105,9 milliards d'euros d'euros). D'après la ventilation géographique en fonction du pays de première contrepartie, plus de 82 milliards d'euros sont investis dans les autres pays de l'Union européenne, dont plus de 53 milliards dans la **zone euro**. Les investissements en Belgique (18 milliards d'euros) et au Luxembourg (11 milliards d'euros) restent importants mais ils sont nettement plus faibles qu'en 2008. Le Royaume-Uni reçoit 22 milliards d'euros d'investissements directs étrangers alors qu'il avait fait l'objet de désinvestissements de plus de 14 milliards en 2008.

Les investissements directs étrangers en France sont relativement stables à 42,9 milliards d'euros, dont 33 milliards en provenance des autres pays de l'Union européenne à 27. Près de la moitié des investissements en France proviennent du Royaume-Uni (après un désinvestissement en 2008) et des Pays-Bas. En revanche l'Allemagne, le Luxembourg et les États-Unis ont désinvesti en 2009 après d'importants investissements en 2008.

En 2009, les investissements directs étrangers de l'Union européenne à 27 vers

les autres pays (flux sortants) ont diminué de 24 %, passant de 348 milliards d'euros à 263 milliards en 2009. Les investissements directs dans l'Union et en provenance du reste du monde ont, eux, augmenté de 12 %, passant de 199 milliards d'euros à 222 milliards. La principale destination des investissements de l'Union dans le reste du monde demeure les États-Unis, même si les investissements de l'Union y ont reculé de 121 à 69 milliards d'euros en 2009. Les investissements se concentrent aussi dans les **centres financiers offshore** (60 milliards d'euros) et en Suisse (45 milliards d'euros). Les États-Unis sont aussi le principal pays de provenance des investissements directs dans l'Union européenne (97 milliards d'euros après 50 milliards en 2008). Les investissements des centres financiers offshore ont également augmenté (de 20 à 40 milliards d'euros) ainsi que ceux de la Suisse (de 11 à 32 milliards d'euros). Le Luxembourg, le Royaume-Uni et la France sont les principaux acteurs des flux d'investissements directs étrangers de l'Union européenne avec le reste du monde. Le poids du Luxembourg, à la fois comme émetteur et comme destinataire de flux d'IDE, s'explique principalement par le rôle de plate-forme qu'il joue pour un grand nombre de firmes multinationales, qui y font transiter des fonds ayant une destination finale différée. ■

Définitions

Investissement direct étranger (IDE) : investissement qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Centres financiers offshore, zone euro : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juin 2010.
- « Les investissements directs français à l'étranger et étrangers en France en 2009 – nouvelle présentation », *Bulletin de la Banque de France* n° 181, septembre 2010.
- « Stock d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2008 », Banque de France, juin 2010.
- « Stock d'investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2008 », Banque de France, juin 2010.
- « Baisse d'un quart des investissements de l'UE27 dans le reste du monde en 2009 », *communiqué de presse*, Eurostat, 24 juin 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Flux d'investissements directs étrangers en France selon le premier pays de contrepartie

en milliards d'euros

	2008		2009	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	31,2	73,4	33,0	76,9
Union économique et monétaire à 16	29,5	69,4	19,7	46,0
dont : Allemagne	6,9	16,2	-0,3	-0,7
Belgique	3,4	8,0	5,5	12,8
Espagne	-3,7	-8,7	1,7	4,0
Irlande	3,0	7,1	0,5	1,2
Italie	-3,0	-7,1	2,5	5,8
Luxembourg	17,5	41,2	-0,5	-1,1
Pays-Bas	4,3	10,1	9,8	22,8
Autres pays de l'UE	1,7	4,0	13,3	30,9
dont : Pologne	1,1	2,6	0,6	1,4
République tchèque	0,1	0,2	0,5	1,3
Roumanie	0,2	0,5	0,3	0,6
Royaume-Uni	-0,9	-2,1	10,3	24,0
Suède	0,4	0,9	0,5	1,1
Autres pays industrialisés	10,1	23,8	3,4	7,9
dont : États-Unis	5,4	12,7	-1,0	-2,4
Japon	1,0	2,4	0,7	1,7
Suisse	2,2	5,2	2,6	6,2
Reste du monde	1,2	2,8	6,5	15,2
dont : Brésil	0,2	0,5	-0,1	-0,3
Chine	-0,1	-0,2	0,1	0,3
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	42,5	100,0	42,9	100,0

Note : le signe moins indique un désinvestissement.

Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs français à l'étranger selon le premier pays de contrepartie

en milliards d'euros

	2008		2009	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	65,7	59,7	82,1	77,5
Union économique et monétaire à 16	72,4	65,8	53,4	50,4
dont : Allemagne	3,5	3,2	6,8	6,4
Belgique	39,8	36,2	17,6	16,6
Espagne	0,8	0,7	1,8	1,7
Irlande	0,2	0,2	2,6	2,4
Italie	1,6	1,5	3,6	3,4
Luxembourg	18,4	16,7	10,8	10,2
Pays-Bas	7,0	6,4	6,9	6,5
Autres pays de l'UE	-6,8	-6,2	28,7	27,1
dont : Pologne	0,8	0,7	1,6	1,5
République tchèque	0,9	0,8	1,6	1,5
Roumanie	1,2	1,1	0,6	0,6
Royaume-Uni	-14,4	-13,1	21,8	20,6
Suède	3,5	3,2	2,2	2,1
Autres pays industrialisés	14,8	13,5	10,5	9,9
dont : États-Unis	13,4	12,2	2,4	2,3
Japon	0,1	0,1	0,3	0,2
Suisse	0,3	0,3	6,9	6,5
Reste du monde	29,5	26,8	13,3	12,6
dont : Brésil	2,4	2,2	3,5	3,3
Chine	1,3	1,2	1,0	0,9
Inde	0,5	0,5	0,5	0,5
Total	110,0	100,0	105,9	100,0

Note : le signe moins indique un désinvestissement.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

	2006 (r)	2007 (r)	2008
Investissements français à l'étranger¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	548,8	613,9	674,4
Entreprises non résidentes investies ³	4 141	4 529	4 980
Investisseurs directs résidents ³	951	1 151	1 297
Investissements étrangers en France¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	348,7	386,2	394,4
Sociétés résidentes investies	12 074	12 415	13 061
Investisseurs directs non résidents	12 070	12 592	13 171

1. Au 31 décembre.

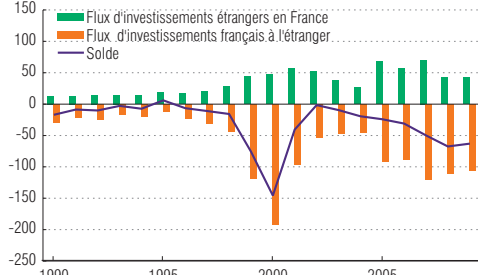
2. Capitaux propres en valeur comptable (y compris investissements immobiliers).

3. Investisseurs résidents dont le montant des immobilisations financières au bilan est supérieur à 10 millions d'euros.

Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger

en milliards d'euros



Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs des pays de l'Union européenne en 2009

en milliards d'euros

	Flux sortants à destination de		Flux entrants en provenance de	
	I'UE à 27	hors UE à 27	I'UE à 27	hors UE à 27
Allemagne	36,9	8,3	18,6	7,1
Autriche	0,5	2,7	2,1	3,2
Belgique	-23,8	13,0	22,0	2,3
Bulgarie	-0,2	0,1	2,7	0,5
Chypre	1,4	2,2	1,9	2,3
Danemark	7,0	4,4	4,3	1,4
Espagne	4,1	7,6	5,6	5,3
Estonie	1,2	-0,1	1,2	0,0
Finlande	1,9	0,2	2,2	-0,4
France	91,1	26,4	33,8	10,4
Grèce	1,1	0,2	2,1	0,3
Hongrie	0,3	0,9	-3,9	4,9
Irlande	10,4	4,5	17,0	0,9
Italie	30,0	1,5	17,9	3,0
Lettonie	0,1	-0,1	-0,4	0,5
Lituanie	0,2	0,0	0,0	0,2
Luxembourg	24,0	111,8	32,5	87,7
Malte	0,1	0,0	0,2	0,4
Pays-Bas	-7,5	20,3	16,7	2,7
Pologne	1,1	1,0	6,8	1,4
Portugal	1,6	-0,7	1,4	0,7
Rép. tchèque	0,5	0,5	1,1	0,8
Roumanie	0,1	0,0	4,0	0,6
Royaume-Uni	-17,7	30,6	-1,5	34,0
Slovaquie	0,3	0,1	-0,8	0,6
Slovénie	0,2	0,5	0,0	0,0
Suède	18,9	5,3	11,1	-2,0
UE à 27	217,9	263,3	154,9	221,7

Note : le signe moins indique un désinvestissement.

Source : Eurostat.